

Le projet de la FAO "GCP/GLO/324/NOR – Intégrer le Droit à une Alimentation Adéquate et la Bonne Gouvernance au sein des Politiques, Législations et Institutions Nationales" (abrégé, **Le Droit à l'Alimentation au Niveau National**) est une continuité de la contribution norvégienne envers le Mozambique et l'État Plurinational de Bolivie (Bolivie), en plus de signaler le début des activités au Népal et au El Salvador, en vue de renforcer les institutions nationales et les mécanismes de coordination dans leurs efforts visant à formuler les politiques et supporter les procédures législatives sur la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Le Projet ciblera les défis propres aux pays en faisant la promotion de l'approche par les droits humains afin d'atteindre la sécurité alimentaire à tous les niveaux – législation, conception, formulation, décision et implémentation. De plus, le Projet permettra à la FAO de participer aux efforts globaux afin de consolider les droits humains au sein des travaux en développement.

Les **Services au niveau global** du projet ont permis à la FAO de coorganiser et de participer à la troisième [réunion d'experts sur le droit à l'alimentation](#), cette fois portant sur les pays francophones d'Afrique de l'Ouest, qui a eu lieu les 13 et 14 juin à Dakar. Plus de 40 experts en provenance de 8 pays ouest-africains ont terminé la consultation de deux jours avec l'adoption de recommandations et d'engagements portant sur des activités concrètes à être menées dans leurs champs d'expertise afin de contribuer à l'avancement du droit à l'alimentation dans la région. La consultation a atteint tous ses objectifs : elle a fourni un forum où parlementaires, agents gouvernementaux, représentants d'OSC, d'institutions des droits de l'homme et d'organisations intergouvernementales, ont échangé des expériences riches et encourageantes sur les aspects pratiques de la mise en œuvre nationale du droit à l'alimentation. Les dialogues constructifs et sincères ont démontré la possibilité de regrouper tous les secteurs envers un agenda commun – le droit à l'alimentation comme réalité pour tous – et de répliquer cette dynamique au niveau national.

La consultation a souligné, parmi plusieurs éléments, le rôle central que doit jouer le droit à l'alimentation dans les efforts pour éradiquer la faim, aussi bien à titre d'objectif général que d'approche qui promeut la participation, la transparence et l'autonomisation. Inclure les petits agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et les femmes dans la prise de décision assure que les investissements dans l'agriculture et dans le développement rural contribueront à réduire la pauvreté dans les zones rurales. Les filets de sécurité sociale guidés par les droits de l'homme aideront également à garder l'emphase sur les besoins et les droits des groupes les plus vulnérables, en plus d'accroître la résilience des foyers face aux événements climatiques. Consolider les mécanismes de coordination, de reddition de comptes et de suivi permettra d'avoir de meilleures politiques et interventions ciblées ainsi qu'une efficacité accrue des mesures et des plans. L'Afrique étant un jeune continent, plusieurs participants ont souligné l'importance de mettre en place un environnement où les jeunes peuvent se développer, s'engager, étudier et travailler. À la fin de la consultation, les participants ont pris des engagements concrets quant aux actions subséquentes à prendre. Ces engagements vont de la tenue d'événements de sensibilisation et de formation au sein de leur structure respective, à l'apport de conseils techniques et le dialogue avec des parlementaires sur des enjeux spécifiques. Un rapport détaillé de la consultation incluant les [recommandations](#) sera disponible prochainement.

En **Bolivie**, le projet a soutenu le travail de Mme Barbara Villar, Consultante pour le droit à l'alimentation établie au bureau de la FAO à La Paz depuis mai 2013, qui travaille principalement sur la préparation du 4^{ème} Front Parlementaire contre la Faim en Amérique Latine et dans les Caraïbes qui aura lieu les 5 et 6 septembre 2013 à Santa Cruz de la Sierra. Elle soutiendra également la composante liée au droit à l'alimentation du Cadre de Programmation par Pays (CPP) de la FAO en Bolivie ainsi que le travail du principal partenaire du projet, CT-CONAN.

Le droit à l'alimentation de l'équipe de la FAO travaille sur la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate, en utilisant le droit à l'alimentation. La vision de l'équipe est celui d'un plein exercice de ce droit de l'homme, à travers elle d'être respectés, protégés et respectés partout dans le monde.

L'Equipe du droit à l'alimentation de la FAO

Département de Développement Économique et Social

Division de l'Économie du Développement Agricole

Viale delle Terme di Caracalla – 00153 Rome, Italy

Tel: +39 06570 53058 /// E-mail: righttofood@fao.org

Site web: <http://www.fao.org/righttofood/droit-a-l'alimentation-accueil/fr/>

